

PS

PRATIQUE

La section

58 avenue Jean  
Jaurès  
tel : 0146268703

Les élus

groupe « Meudon  
Pluriel »  
58 avenue Jean  
Jaurès

La Fédération  
du 92

[www.ps92.asso.fr](http://www.ps92.asso.fr)

Le Parti  
Socialiste

[www.parti-socialiste.fr](http://www.parti-socialiste.fr)

*Meudon Oxygène*  
Directeur de la publication :  
Benoît ABADIE  
Comité de rédaction :  
Marc MOSSE  
Janine FORESTIER  
Françoise ROURE  
Martine ROUX  
Gautier KERTUDO  
Cyril JAYET  
Akim TAIBI  
Dépôt légal en cours

## Gravir la montagne

La démocratie ne se lasse jamais du débat, le Parti Socialiste sûr de cette affirmation s'est lancé, il y a plusieurs mois, dans la campagne interne pour désigner son candidat à l'élection présidentielle. Beaucoup pariaient sur un « pugilat » entre amis, nous sommes aujourd'hui fiers d'avoir produit un débat digne et intéressant. Depuis le 16 novembre notre candidat est une candidate et nous sommes désormais tous rassemblés derrière elle pour affronter la droite la plus réactionnaire que notre République est connue depuis 50 ans. Nous allons maintenant jeter toutes nos forces dans la bataille pour répondre à l'urgence sociale dans le pays.

L'avenir que nous voulons construire et que Ségolène Royal incarne sera plus juste, plus solidaire. Son approche nouvelle de la politique, donnant la parole aux citoyens, sera le fondement de notre campagne et la garantie de la participation de tous au débat.

Les dizaines de milliers de nouveaux adhérents que le PS a su attirer vers lui depuis des mois (près d'une centaine à Meudon) constituent un immense encouragement. La mobilisation des forces de progrès en France, en Ile de France et à Meudon nous permettra de gravir la montagne du CHANGEMENT.

Benoît Abadie

## Urgence sociale : non à la pauvreté durable !

2007 sera une année de choix. Au bout des débats intenses que nous aurons, viendra le choix du modèle de société que nous voulons. Nul ne peut ignorer que l'urgence sociale est l'une des questions qui devra éclairer notre choix collectif.

Certaines litanies de chiffres viennent alors rappeler des réalités crues.

En 2003, le taux de pauvreté est passé de 5,9 % à 6,3 %. Or, pendant toute la seconde moitié du XXème siècle, ce taux avait baissé, en étant même divisé par deux entre 1970 et 2000. Derrière cette statistique froide, ce sont des réalités humaines qu'il faut avoir à l'esprit : habitat dégradé ou absence de logement décent, menaces pour la santé des personnes concernées et au premier rang les enfants, conditions d'éducation qui charrient toutes les inégalités. Aujourd'hui de nombreux acteurs associatifs reconnaissent que certaines personnes n'osent même plus se rapprocher des structures d'aides existantes, finissent par s'éloigner des derniers îlots de solidarité. Comme s'ils préféraient sombrer dans un autre monde, pour une sorte de « pauvreté durable ».

Suite Page2



Consultez le site du PS à MEUDON  
<http://ps.meudon.free.fr>

## **GDF doit rester PUBLIC !**

La rentrée 2006 a été une nouvelle fois marquée par un coup de force du gouvernement de droite. Depuis 2002 des pans entiers de la souveraineté ont été mis à bas. Aujourd'hui après la SNCM au printemps, c'est GDF qui est la proie des copains du pouvoir.

Loin de toute polémique politicienne l'avenir de cette entreprise mérite un débat public et non pas une énième mascarade. Trois questions se posent concernant l'avenir de cette entreprise. Quels sont les intérêts de ses clients, de ses personnels et de ses actionnaires ?

### **Les clients de GDF tireront-ils avantage de la fusion avec SUEZ ? NON**

SUEZ est un nain du GAZ en Europe et ne donnera pas de force supplémentaire à GDF pour négocier avec les producteurs. La crise du gaz en Ukraine a montré que ce sont les états qui ont les cartes en main.

### **Les personnels de GDF ont-ils intérêt à la fusion ? NON**

C'est l'évidence, le moins disant social sera la règle et les salariés de GDF vont vite devenir des gêneurs, ils ont d'ailleurs massivement voté contre ce projet.

Les actionnaires, nous à travers l'état majoritaire dans le capital de GDF, gagneront-ils à voir se construire ce groupe avec SUEZ ? NON

Le patrimoine industriel construit par nos parents après la guerre, dans un secteur dont l'avenir ne fait pas de doute, va être dilapidé, vendu aux intérêts privés.

Une autre solution est possible, **le rapprochement avec EDF !** Le vrai enjeu du 21<sup>o</sup> siècle est notre capacité à assurer nos approvisionnements énergétiques et la disponibilité de l'énergie pour tous nos concitoyens. Les plus faibles seront, comme toujours, les premières victimes d'une évolution incontrôlée des prix du gaz. Alors que certains grands pays producteurs nationalisent ou contrôlent étroitement la production des hydrocarbures, la France fait l'inverse et l'état se désengage.

La vérité est que cette opération n'a qu'un objectif, assurer à SUEZ le leadership d'une alliance projetée dans le seul but d'éviter le rachat de SUEZ par ENEL (groupe italien d'électricité).

La fusion ENEL SUEZ a du sens du point de vue industriel et l'Italie n'est pas un pays si éloigné qu'il faille craindre pour l'avenir de SUEZ qui est et resterait une entreprise privée. SUEZ n'est pas un champion national du secteur car ses actifs dans l'énergie sont hors de France (ELECTRABEL en Belgique). Le seul emploi que va sauver la fusion GDF SUEZ c'est celui de M MESTRALET (patron de SUEZ). Tout cela en bradant les outils de notre indépendance énergétique, voilà qui est cher payé !

Les socialistes se sont opposés à ce projet à l'Assemblée Nationale et dans la rue avec les personnels de GDF.

Une récente décision de justice suspend le projet.

**Refusons ce bradage, ce combat est essentiel.**

**Benoît Abadie**

---

## **Urgence sociale : non à la pauvreté durable !**

*Suite de la page 1*

En 2007, un autre monde est possible mais avec eux pas sans eux.

Comme le relève Martin Hirsh, Président d'Emmaüs, cette évolution s'est traduite par trois phénomènes qui s'accroissent sur la période récente : « *l'augmentation du nombre d'allocataires des minima sociaux d'abord, l'émergence d'une population de travailleurs pauvres ensuite et, enfin, ce qui est particulièrement préoccupant, des frontières entre pauvreté, exclusion et précarité qui se sont brouillées pour englober dans l'insécurité sociale une partie croissante de la population* ».

A cet égard, la question du logement est cruellement révélatrice de cette situation. En effet, pendant longtemps un emploi garantissait l'accès à un logement décent. Désormais cette règle n'est plus exacte, loin s'en faut. Contrairement à ce que l'on croit parfois trop aisément au coin des feux de cheminée, de nombreuses personnes sans domicile fixe conservent un lien avec le monde du travail. Selon un rapport de la Fondation Abbé Pierre de février 2006, on estime à plus de 3 millions le nombre de mal logés : 100 000 SDF ; 900 000 personnes hébergées chez des tiers, dans des structures d'urgence, des mobile home ; 1 000 000 dans des logements dépourvus du confort de base ; 1 000 000 dans des situations de surpeuplement accentué.

Nous sommes passés d'une pauvreté du XX<sup>o</sup> siècle majoritairement âgée à une pauvreté plus jeune, frappant davantage les actifs que les inactifs. Une précarité où les travailleurs pauvres sont de plus en plus nombreux.

Quand cinglent les slogans commodes, quand on stigmatise les « classes dangereuses » par pure démagogie, le temps est venu de reconstruire des réponses globales et concrètes.

Bien sûr, une politique économique et fiscale de redistribution et de répartition équitable des richesses produites, donc de croissance grâce à des entreprises dynamiques, est indispensable. Cela est nécessaire mais pas suffisant. Il nous faut penser une politique publique globale et cohérente pour répondre à cette urgence sociale. Une politique qui intègre la question de la pauvreté dans les négociations sociales. Une politique à part entière pour harmoniser les différentes structures administratives souvent éparpillées. Une politique qui s'appuie sur des réponses nationales mais aussi locales. Car, il nous faudra savoir passer d'un système parfois sans nuances à des politiques de suivi plus individualisées et traitant les particularités de chaque situation. Quelle est l'utilité à long terme d'un système d'allocations ou prestations sophistiquées dans leur conception si une mère en recherche d'emploi ne peut pas faire garder ses enfants dans une structure adaptée et, finalement ne peut consacrer le temps nécessaire à sa réintégration dans la vie active ? Question théorique ? Ceux qui travaillent sur le terrain savent que non. Il s'agit alors aussi de services publics et d'accès à des besoins essentiels, qui s'avèrent parfois les premiers outils nécessaires pour une intégration réussie.

Certains modèles ont fait le choix de gérer à la marge « ses pauvres ». En 2007, refusons cette fatalité et construisons une société d'égalité et de fraternité.

---

**Marc Mossé**

## La Maison de l'Emploi d' « Arc de Seine » est lancée

La Maison de l'Emploi « Arc de Seine » se met en place au siège de la communauté d'agglomération « Arc de Seine » à Issy les Moulineaux

Cette structure a été conçue d'après le plan de Cohésion sociale de JL Borloo qui la caractérise comme suit : « sa force, dit-il est de rassembler en un même lieu, physique ou virtuel, le Service public de l'emploi (Etat, ANPE, Assedic) et les multiples partenaires que sont l'Afpa, les Missions locales, les PAIO, les chambres consulaires, les organismes de développement économique et d'insertion professionnelle... et, bien sûr, tous les acteurs locaux qui travaillent au plus près du terrain ».

Il faut, ajoute la brochure de lancement de la Maison d'Arc de Seine, « rapprocher les besoins des entreprises et des demandeurs d'emploi ... faciliter la mise en œuvre d'actions qui impliqueront plus étroitement les demandeurs d'emploi au milieu économique : parcours d'orientation professionnel, simulation d'entretiens d'embauche, évaluation en milieu de travail, chantiers école... »

Les enjeux sont donc importants et l'empressement des élus de notre agglomération à être parmi les premiers à obtenir le label du ministère du travail ne doit pas nous interdire le temps de la réflexion.

Au cours d'un entretien des socialistes de Meudon avec Jean Levain, vice-président d'Arc de Seine, chargé de la Maison de l'Emploi, ce dernier a bien voulu accepter l'idée d'une rencontre de toutes les organisations et personnes, publiques ou privées, intéressées aux problèmes de l'insertion et de l'emploi, pour en débattre publiquement.

Il faut rappeler en effet que de nombreuses associations privées devraient être aussi impliquées dans ce projet. On peut citer les associations intermédiaires comme « Optimal » à Meudon, les entreprises d'insertion comme « Espaces », les associations qui accompagnent des chômeurs à la recherche d'emploi, comme le GEC ou SNC à Meudon, ou bien encore les correspondants meudonnais d'associations d'aide à la création d'entreprises comme Défi 92 ou l'ADIE .

Les questions sont nombreuses :

Le regroupement doit-il être « physique ou virtuel » selon les termes de M.Borloo ? Autrement dit, faut-il préférer le regroupement des compétences en un seul lieu ou leur dispersion en plusieurs antennes, le centre n'étant qu'une coquille administrative ?

La première solution a l'avantage de permettre à l'intéressé de régler ses problèmes au même endroit après avoir fait l'effort d'un long déplacement ; l'avantage de la proximité dans le cas de multiples antennes ne risque-t-il pas d'être contrecarré par l'obligation de consulter plusieurs experts géographiquement séparés ?

***Comment rapprocher au mieux les besoins des entreprises des besoins des publics ? Comment, en d'autres termes, intéresser les employeurs au fonctionnement de la Maison de l'Emploi ?***

Le succès de l'opération consiste dans la capacité des opérateurs à travailler réellement en réseau ; si le regroupement physique est à cet égard un avantage, il n'est pas la seule condition pour qu'une situation difficile soit vraiment traitée par une équipe transversale ; comment motiver le personnel si les objectifs de réussite sont compartimentés, fixés service par service ?

Quelle place faut-il donner aux associations ? On peut souhaiter qu'une maison des associations soit attenante aux lieux du regroupement ou des antennes ?

Comment rapprocher au mieux les besoins des entreprises des besoins des publics ? Comment, en d'autres termes, intéresser les employeurs au fonctionnement de la Maison de l'Emploi ?

Bien d'autres aspects du projet pourraient être mis en avant comme le statut du personnel et sa qualification.

Nous invitons tous ceux qui ont déjà fait ce parcours difficile vers l'emploi ou qui y sont engagés, de nous faire part de leur expérience et de l'exprimer lors de la rencontre projetée. Il faut que cette « Maison » soit la leur et ne devienne pas une « administration de plus », inutile et sans âme, se superposant à d'autres !

## S'adapter ?

**Etre optimiste est un devoir moral, K.R.Popper**

Le mot réforme a longtemps signifié « progrès social », amélioration par petites touches, par opposition soit aux changements radicaux de la révolution soit à la défense de l'ordre établi par la droite conservatrice. Cette droite se proclame maintenant réformiste, vante l'entrée dans la modernité, le dynamisme et qualifie la gauche de conservatrice. Pas un discours où elle ne vante la nécessaire adaptation à la modernité. Le problème c'est qu'on ne change pas forcément d'idée en changeant de vocabulaire.

Tout au long du XX<sup>ème</sup> siècle, progrès, réforme et modernité ont été associés dans la construction d'un Etat social assurant une redistribution des richesses et l'accès pour tous à des biens publics. Aujourd'hui la modernité vantée par Dominique de Villepin, Nicolas Sarkozy et l'UMP consiste à se débarrasser de tout cela. Le passage du conservatisme au réformisme n'a donc rien d'étonnant, la droite conservatrice d'hier refusait le progrès social ; maintenant qu'il s'est mit en place, son réformisme consiste à s'en débarrasser ; ceci pour nous précipiter dans une concurrence sauvage, où les seules armes sont la baisse des salaires et des protections, nous présentant les Etats-Unis comme symbole de la modernité économique. Mais peut-on avoir pour modèle une superpuissance, qui se classe première partout (PIB, budget militaire, influence politique) à part dans l'indicateur de développement humain ?

Il y a quelque chose de terriblement anti-politique dans ce discours d'une adaptation à la modernité, cette dernière viendrait-elle donc d'elle même ?

« *L'avenir est ouvert* » écrivait le philosophe Karl Popper et c'est bien dans cet avenir ouvert que peut exister la politique. Ce n'est pas la modernité du 20<sup>ème</sup> siècle qui a amené l'éducation ou la sécurité sociale, mais la volonté d'hommes et de femmes engagés. La politique de la droite de ces dernières années n'est pas une adaptation, rien ne l'obligeait à baisser l'impôt uniquement pour les plus aisés pendant qu'elle réduisait la couverture maladie universelle, coupait dans les crédits de la recherche et multipliait les facilités de licenciement. Ceci constitue une orientation politique, la qualifier de moderne ou de nécessaire, n'est qu'une manière de cacher ses choix politiques derrière des adjectifs positifs. Bien sur il n'est pas question d'oublier toutes les difficultés économiques, politiques ou démographiques.

Mais il y a d'autres choix possibles que ceux que fait la droite, le Parti Socialiste l'a montré au pouvoir, protection contre les licenciements abusifs, réduction du temps de travail, création d'emplois jeunes, ceci sans que l'économie ne s'effondre (les chiffres de l'INSEE en témoignent sans difficultés...). La politique menée ces trois dernières années relève d'un choix : refus de réduire les inégalités, refus d'assurer à tous l'accès à des biens publics. D'autres politiques sont possibles et le Parti Socialiste se veut une alternative pour les mettre en œuvre

**MJS Meudon**

[mjs.meudon@free.fr](mailto:mjs.meudon@free.fr)



**Venez nous rencontrer**

**ou adhérer**

Adressez ce coupon à

**PARTI SOCIALISTE**

58 av Jean Jaurès  
92190 Meudon

Je souhaite prendre contact avec le Parti Socialiste

Je souhaite adhérer au parti socialiste

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

.....

Tel : .....

email : .....

ou sur le site du <http://ps.meudon.free.fr>